

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER**  
**LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION**

**Cabinet de Philippe TREMBLAY**

**Dossier n° N° RG 20/00781 -  
N° Portalis DBYB-W-B7E-MV3W  
Minute n° : 20/00143**

Pour copie certifiée conforme  
Le greffier



**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE TROISIÈME DEMANDE  
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION  
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 15 Juillet 2020 à 10h27

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté d'expulsion du préfet de Bouches-du-Rhône en date du 14 avril 2010 pris à l'encontre de **Riad TOUATI** ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE** le 15 Mai 2020 à l'encontre de :

**M. Riad TOUATI  
né le 21 Mai 1967 à SKIKDA (ALGERIE)  
de nationalité Algérienne**

notifiée à l'intéressé le 16 Mai 2020 à 9h00 ;

Vu l'ordonnance rendue le 18 mai 2020 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Nîmes prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours ;

Vu l'arrêt de la cour d'appel de Nîmes en date du 17 juin 2020 confirmant l'ordonnance rendue le 15 juin 2020 par le juge des libertés et de la détention du Tribunal judiciaire de Nîmes, prolongeant la rétention administrative de l'intéressé par une deuxième durée de **trente jours**,

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 13 Juillet 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 13 Juillet 2020 à 14h36 tendant à la prolongation de la rétention de **M. Riad TOUATI** dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **quinze jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émagé par

l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE** ou de son représentant;

**M. Riad TOUATI**, présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Yves Leopold KOUAHOU, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

### **DÉROULEMENT DES DÉBATS**

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

**L'avocat du retenu soulève des moyens qu'il développe oralement à l'audience ;**

#### **Sur l'absence de démonstration d'un éloignement à bref délai**

Monsieur a déjà fait 60 jours de rétention. La prefecture doit démontrer qu'il va être éloigner à brefs délais. Monsieur n'est pas prêt d'avoir un laissez passer en raison que les frontières fermées.

#### **Sur l'absence de justificatifs des précédents vols annulés**

il s'agit de pièces utiles.

#### **Sur l'absence de délégation de signature de mme Sarah DAMECHE pour signer les requêtes JLD.**

Pour toutes ces raisons je vous demande de rejeter la demande du prefet et de remettre en liberté monsieur.

**M. Riad TOUATI déclare :** ça fait 60 jours que je suis en centre de rétention. J'étais prêt à partir mais malheureusement ça ne s'est pas fait.

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

L'article L552-7 alinéa 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose qu'avant l'expiration de la nouvelle période d'une durée maximale de trente jours, le juge compétent peut, à titre exceptionnel, être à nouveau saisi lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé et qu'il est établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai.

L'avocat de l'intéressé indique qu'il n'est pas établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai.

La requête de l'administration indique, en effet : "Considérant que, les vols prévus les 04/07/2020 et le 20/04/2020 ont été annulés par la compagnie aérienne. Considérant, toutefois, qu'une nouvelle demande de routing a été sollicitée le 07/07/2020. Un nouveau départ sera programmé dans les plus brefs délais. En conséquence, [...] je vous serais obligé de bien vouloir [...] prolonger de 15 jours, par ordonnance, le maintien dans des locaux non pénitentiaires de Sète jusqu'à la délivrance d'un laissez-passer consulaire [...]".

Si cette requête fait référence à la notion de bref délai, cette dernière apparaît, cependant, affirmée plutôt qu'établie.

L'administration ne produit, ainsi, que l'accusé de réception de demande de routing d'éloignement du 7 juillet dernier à 11 heures 20, mentionnant : "Première dispo. à partir du 08/07/2020".

Cette mention émane, toutefois, d'elle-même de sorte qu'elle est dépourvue de toute valeur probante.

L'avocat de l'intéressé produit, en revanche, un courrier du consulat d'Algérie à Pontoise du 8 juillet dernier, indiquant : "[...] j'ai l'honneur de vous informer qu'en raison de la crise sanitaire liée au Covid 19 et les restrictions en matière de voyage mises en place par le Gouvernement algérien, la délivrance des laissez passer consulaires demeure suspendue jusqu'à la réouverture des frontières extérieures de l'Algérie et la levée desdites restrictions".

Il produit, également, un article de presse non daté, indiquant : "Le président Abdelmadjid Tebbboune a indiqué que toutes les frontières de l'Algérie resteront fermées jusqu'à la fin de la pandémie de Covid-19".

Cet accusé de réception mentionne, encore : "Moyen de transport sollicité : Vol commercial".

L'administration ne justifie, néanmoins, pas des raisons pour lesquelles ces vols des 4 et 20 juillet derniers ont été annulés.

Il est vraisemblable qu'ils l'ont été en raison de la fermeture des frontières extérieures de l'Algérie.

Aucun élément ne permet, dès lors, d'établir que la délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé doit intervenir à bref délai.

Le contraire est, en revanche, très probable.

Il convient, par conséquent, de rejeter la requête en prolongation de la rétention administrative.

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

**REJETONS** la requête de **M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE** ;

**DISONS** que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M. Riad TOUATI** est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

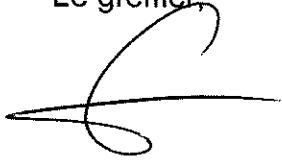
**INFORMONS M. Riad TOUATI** que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

**INFORMONS** les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

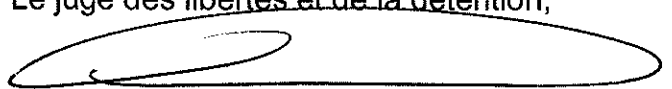
**INDIQUONS** que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 15 Juillet 2020 à 11 h 42.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



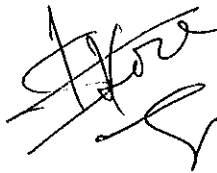
**Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 15 Juillet 2020 :**

L'intéressé,



L'interprète,

L'avocat du retenu,



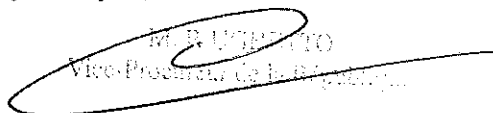
Le représentant du  
préfet,

**Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 15 Juillet 2020 à 11 h 48,**

Le greffier,



Nous, **M. P. UGHETTO**, Vice-Procureur de la République, déclarons *ne pas* interjeter appel de la présente décision,  
Le procureur de la République,



Constatons que le 15 Juillet 2020 à 11 h 50, le procureur de la République *n'a pas* interjeté appel de la présente décision,  
Le greffier,

